Nations Unies S/PV.5000



Conseil de sécurité

Cinquante-neuvième année

Provisoire

5000e séance

Mercredi 30 juin 2004, à 15 heures
New York

Président :	M. Baja	(Philippines)
Membres :	Algérie	M. Baali
	Allemagne	M. Pleuger
	Angola	M. Gaspar Martins
	Bénin	M. Zinsou
	Brésil	M. Sardenberg
	Chili	M. Muñoz
	Chine	M. Cheng Jingye
	Espagne	M. Yáñez-Barnuevo
	États-Unis d'Amérique	M. Holliday
	Fédération de Russie	M. Konuzin
	France	M. de La Sablière
	Pakistan	M. Akram
	Roumanie	M. Motoc
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Emyr Jones Parry

Ordre du jour

Mission du Conseil de sécurité

Exposé du chef de la mission du Conseil de sécurité en Afrique de l'Ouest

04-40860 (F)

La séance est ouverte à 15 h 20.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Mission du Conseil de sécurité

Exposé du chef de la mission du Conseil de sécurité en Afrique de l'Ouest

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil de sécurité est parvenu lors de ses consultations préalables, et en l'absence d'objection, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, en vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire, S. E. Sir Emyr Jones Parry, chef de la mission du Conseil de sécurité en Afrique de l'Ouest.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Le Conseil va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Je salue le retour des membres du Conseil de sécurité et du Secrétariat qui ont pris part à la mission en Afrique de l'Ouest.

Je donne à présent la parole à Sir Emyr Jones Parry, chef de la mission du Conseil de sécurité en Afrique de l'Ouest.

Sir Emyr Jones Parry (*parle en anglais*) **:** En septembre 2005, l'ONU aura un important rendez-vous avec la Déclaration du Millénaire, puisque l'Assemblée générale examinera, au cours d'une réunion au sommet, l'état d'avancement de l'exécution des engagements que nous avons pris en 2000. Si les objectifs du Millénaire pour le développement sont réalisables dans la majeure partie de l'Asie et de l'Amérique latine, nous savons déjà que l'Afrique est à la traîne, ce qui fait planer sur nous la menace d'un échec général à l'horizon 2015 si nous ne réalisons pas dès maintenant des progrès décisifs. Plusieurs dirigeants africains ont accordé une importance accrue à ce défi en créant le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

C'est en Afrique que l'exécution de nos engagements aura des effets sur le plus grand nombre et qu'un échec causera le plus grand désespoir. Nous avons le devoir moral, et il en va de notre propre intérêt, d'aider le continent dans ses efforts de prospérité et de stabilité. Sans sécurité en Afrique, la prospérité et la stabilité sont impossibles. Au Conseil de sécurité, nous consacrons 50 à 60 % de notre temps aux questions relatives à l'Afrique. La nouvelle menace posée par les armes de destruction massive et la terreur risque constamment de se propager partout où règnent l'instabilité et les conflits. Cependant, les accords de paix récemment conclus offrent à des millions d'Africains la chance d'amorcer un nouveau départ. Grâce à des structures comme l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les Africains sont en train de se doter de leurs propres capacités de maintien de la paix. Il appartient au Conseil de leur prêter tout son appui.

Pourquoi l'Afrique de l'Ouest? Parce que c'est une région qui revêt un intérêt central et où l'ONU s'investit massivement, c'est une région pleine de promesses, qui compte des sociétés débordantes de vitalité, c'est une région au très grand potentiel mais qui abrite des États vulnérables en manque d'infrastructure et de capacités d'absorption. Les problèmes sont communs et bien souvent contagieux pour les voisins. La CEDEAO a fait la preuve d'un ascendant politique et militaire sur la région et s'efforce aujourd'hui de resserrer la coopération économique aux fins d'une prospérité accrue.

Les objectifs de la mission étaient donc très simples : identifier une stratégie cohérente pour les interventions de l'ONU dans un grand nombre de domaines; encourager et épauler les efforts de la CEDEAO; identifier une manière de consolider la coopération entre les missions des Nations Unies et les organes de l'ONU dans la sous-région; et définir un moyen d'évaluer les progrès accomplis dans la voie de la réalisation des objectifs du Conseil en matière de consolidation de la paix et la sécurité régionale. Tous ces buts ont été définis plus en détail dans la lettre que vous-même, Monsieur le Président, avez adressée au Secrétaire général le 15 juin (s/2004/491).

Au cours de la mission, nous avons ciblé nos travaux sur les aspects régionaux en nous arrêtant dans différents pays pour y aborder divers problèmes avec leurs dirigeants.

À l'évidence, la coopération régionale peut servir de catalyseur à la croissance économique. Pourtant, nous ne cessons de voir que la liberté de circulation, qui est légitime, est entravée par les restrictions et le

chantage. La porosité des frontières favorise le trafic des armes, des personnes et des biens illicites en général. Il ne fait aucun doute également que, parfois, en réglant un problème dans un pays, on ne fait que le déplacer dans un pays voisin. Les combattants impuissants dans un pays et sans allégeance apparente traversent les frontières. Par analogie, comme cela nous a été expliqué une fois, s'il y a un cafard dans une pièce, inutile de la fumiger. Le seul moyen de se débarrasser des cafards est de fumiger toute la maison. Cette simple analogie montre l'importance qu'il y a à envisager les problèmes sous l'angle régional.

Le problème des réfugiés touche la région tout entière. La Guinée, par exemple, supporte le fardeau des exilés sierra-léonais et libériens.

Nous n'avons pas fait qu'étudier les problèmes isolément. Nous avons pu constater que les aspects horizontaux des préoccupations du Conseil ne sont pas localisées à l'intérieur des frontières nationales. Tout au long de la mission, nous nous sommes efforcés d'aborder les questions des droits de l'homme, de la gouvernance, des enfants soldats, de la consolidation de la paix, de la prolifération des armes légères, du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion, du rôle des femmes, de la pauvreté, du VIH/sida, des élections, etc. Les problèmes sont légion. Leur point commun est qu'ils touchent tous les pays et la région dans son ensemble.

Nous tenions également à rencontrer les représentants de la société civile et des organisations non gouvernementales en activité sur le terrain. L'exposé qui nous a été présenté dans l'esprit de la formule Arria s'est avéré très utile.

Bien évidemment, la raison d'être du Conseil de sécurité est le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Sans la sécurité et sans la paix, il ne peut y avoir de développement durable. D'un autre côté, sans développement, la stabilité et la sécurité sont plus difficiles à atteindre. D'où la conclusion évidente : la sécurité et le développement tendent à être interdépendants. Outre la situation globale, nous avons donc examiné la situation propre à chacun des pays où nous nous sommes rendus, nous avons discuté de leurs problèmes majeurs avec les ministres et nous avons exprimé notre appui aux différentes missions des Nations Unies présentes dans la région ainsi qu'aux fonds et organisations spécialisées.

Nous nous sommes rendus dans sept pays en l'espace de huit jours. Nous avons eu raison de commencer par le Ghana, qui assure la présidence tournante de la CEDEAO. Nous y avons également rencontré le Secrétariat de la CEDEAO. Nous avons poursuivi avec, successivement, la Côte d'Ivoire, le Libéria, la Sierra Leone, le Nigéria, la Guinée-Bissau et la Guinée (Conakry). Nous avons également entendu à Dakar un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest, Ahmedou Ould-Abdallah.

La version écrite du rapport officiel devrait être distribuée à la fin de la semaine, dans un premier temps en anglais, je pense, les traductions devant suivre ultérieurement. En attendant, je voudrais brièvement partager certaines des impressions suscitées par les entretiens que nous avons eus dans les différentes capitales.

À Accra, le Secrétaire exécutif de la CEDEAO, M. Chambas a présenté le programme de travail de la CEDEAO. À vrai dire, il est impressionnant et concorde tout à fait avec les priorités du Conseil. Il est dominé par le volet politico-militaire, l'objectif actuel étant de mettre sur pied une force en attente de 6 500 personnes. La CEDEAO ne cesse de jouer un rôle constructif dans la région, en particulier à travers l'action engagée par le Ghana et le Nigéria pour encourager le dialogue en Côte d'Ivoire. Les questions économiques sont moins développées tout en offrant un potentiel considérable.

La visite à Abidjan a marqué une étape importante et est arrivée au bon moment. Nous avons exprimé notre préoccupation face à l'impasse politique et au non-fonctionnement du Gouvernement. Nous avons également adressé des messages vigoureux à toutes les parties, les autorités, le Président Gbagbo, les parlementaires et la société civile. Nous avons mis en avant l'importance fondamentale de l'Accord de Linas-Marcoussis et nous avons réuni, pour la première fois depuis la signature de l'Accord, l'ensemble des signataires à la même table. Ces derniers ont pris des engagements. De notre point de vue, il faut que nous surveillions de très près leur exécution et demandions des comptes à quiconque ferait de l'obstruction. L'objectif est clair : continuer pacifiquement jusqu'aux élections de 2005 conformément à l'Accord de Linas-Marcoussis.

À Monrovia (Libéria) – pays qui repart à zéro et qui se relève des dévastations que Taylor lui a pendant si longtemps fait subir – nous sommes remplis d'admiration devant la détermination du Président Bryant et de son équipe et l'amélioration des conditions de sécurité, grâce à la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL). Mais il est clair que la réalisation des progrès continuera de poser de grandes difficultés. Tout en soulignant la nécessité d'instaurer la paix et de mettre en place les institutions, nous avons insisté sur le fait qu'il ne pourrait y avoir d'impunité pour ceux qui sont mis en accusation.

Nous avons passé une journée à Freetown – mais je voudrais dire que nos premières pensées aujourd'hui doivent être des sentiments de sympathie pour les familles de ceux qui ont péri dans l'accident d'hélicoptère tragique survenu hier, des personnes qui se sont consacrées à la paix et à la reconstruction de la Sierra Leone, et nos condoléances les plus sincères doivent également aller au Gouvernement pakistanais.

En Sierra Leone, de nombreux progrès ont été enregistrés. Les forces militaires et de police se renforcent progressivement et nous semblons être en bonne voie pour assurer le retrait de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL), comme en avait précédemment convenu le Conseil de sécurité. Mais faire en sorte que la Sierra Leone soit en mesure de gérer sa propre sécurité et sa propre défense ne constitue qu'un premier défi. L'État est fragile et consolider ses institutions, en particulier développer une économie prospère qui est actuellement fortement dépendante de la présence de la communauté internationale, sera très difficile.

À Abuja, nous avons eu un excellent entretien avec le Président Obasanjo et le Ministre des affaires étrangères Adenji. Nous avons échangé nos impressions sur les aspects régionaux et sur le rôle de la CEDEAO. Mais nous avons pu également débattre des faits positifs survenus au Soudan et concernant la crise humanitaire dans le Darfour. Nous sommes encouragés par la détermination du Président Obasanjo et par sa confiance dans le rôle que l'Union africaine pourrait jouer.

Le Président nous a également fait un exposé magistral sur l'importance du NEPAD. Il a souligné l'importance de l'appui de la communauté internationale à cette initiative grâce à un flux accru de ressources, à un meilleur accès aux marchés et à un allégement de la dette. Mais il a également décrit un cadre de développement et de sécurité clair et souligné la nécessité d'un partenariat portant sur les questions de conflit, de sécurité, de gouvernance, de démocratie et de développement économique. Il nous a également informés, lors de la réunion du 25 juin qu'il a présidée aux côtés des Présidents Kabila et Kagame, des progrès encourageants enregistrés.

Nous avons constaté que la Guinée-Bissau est manifestement le pays le plus pauvre que nous avons visité. Pourtant on nous a dit que la situation s'était passablement améliorée depuis la visite que nos collègues ont effectuée l'an dernier. Nous nous sommes félicités de la présence de l'Ambassadeur Kumalo et de deux collègues du Conseil économique et social qui se sont joints à nous pour témoigner de l'appui vigoureux de l'ensemble des Nations Unies à la Guinée-Bissau.

Le pays repart à zéro, étant sorti de troubles qui l'ont secoué, et le Gouvernement n'est en place que depuis 50 jours. Mais on a vu des signes encourageants, avec un Président et un Gouvernement déterminés à aller de l'avant. Le Fonds monétaire international (FMI) consentira probablement au lancement, en septembre, d'un programme spécial après le conflit, ainsi nous encourageons ces tendances positives et nous mettons l'accent auprès de l'armée sur l'importance du contrôle politique et la nécessité d'une restructuration substantielle de l'institution militaire grâce à des départs à la retraite.

Le défi pour le système des Nations Unies et pour les partenaires de développement de la Guinée-Bissau sera d'appuyer ces tendances positives et de favoriser une capacité d'absorption et une infrastructure administrative qui font actuellement cruellement défaut.

À Conakry, nous avons passé une heure avec le Président Conté et avons discuté des questions régionales. Le Président s'est félicité de ce dialogue, a noté que la Guinée avait souffert le plus du conflit régional et exprimé sa détermination personnelle à œuvrer pour la paix.

Tout au long de la visite, nous avons été très admiratifs devant le dévouement des soldats de la paix de l'ONU et des équipes de pays des Nations Unies. Nous avons été en mesure d'examiner toute une série de questions avec les divers représentant spéciaux. La coordination est en place pour mener à bien des

politiques efficaces et cohérentes mises au point en collaboration avec les gouvernements hôtes. Les représentants spéciaux du Secrétaire général ont un rôle clef à jouer pour montrer la voie et assurer la direction et également pour faire connaître l'ONU au pays hôte. Ce qui est vital, nous semble-t-il, c'est que l'ONU soit perçue comme appuyant les politiques dont le Gouvernement est en charge et qu'elle soit considérée comme un organe ami, facilitateur, et en même temps qu'elle le fasse sans créer une dépendance permanente. Nous avions le sentiment que les représentants réalisaient ces objectifs.

Je tiens à remercier mes collègues de leur contribution et de l'énergie inlassable dont ils ont fait preuve tout au long d'une longue mission, et nous devons particulièrement remercier le Secrétariat.

Je tiens maintenant à présenter quelques conclusions, partant d'un principe d'évidence : l'ONU et la communauté internationale doivent maintenir le cap en Afrique de l'Ouest. Cela exigera un effort soutenu, mais nous ne pouvons nulle part baisser les bras. Nous ne pouvons nous permettre de courir le risque des États déliquescents ou même des poches d'insuccès dans certaines régions d'un État donné.

Mais édifier la paix, mettre en place des institutions, développer des capacités d'absorption, instaurer l'état de droit et tenir des élections libres et équitables est beaucoup plus difficile que d'essayer d'arrêter un conflit. Le risque de replonger dans un conflit est toujours plus grand les deux premières années qui suivent la fin du conflit, ainsi, la vigilance et l'engagement constant de l'ONU et de toute la famille des Nations Unies, des institutions financières internationales, de la CEDEAO et de toutes les autres composantes de la communauté internationale seront, à notre avis, essentiels.

Mais pour y parvenir, le développement économique sera également essentiel. Il est capital d'étayer, d'appuyer et d'exploiter les atouts et le potentiel économique de la région. Une certaine durabilité de la culture de dépendance est naturelle et évidente, mais les gouvernements souverains doivent garder le contrôle et assumer rapidement leurs responsabilités de sorte que développement durable et paix vont de pair et soient garantis.

Il nous semble que l'approche régionale est absolument fondamentale pour les raisons que j'ai essayé d'énoncer. Les pays et les diverses questions sont si inextricablement liées que le succès de la région est un préalable pour la stabilité d'un pays. Il nous paraît donc logique d'appuyer ces pays de la région qui démontrent un attachement à la bonne gouvernance et aux droits de l'homme. Parfois, ils sont ignorés du fait que notre attention se porte sur les cas problématiques. On nous a suggéré, s'il y a une autre mission l'an prochain, que nous visitions davantage les pays qui ont obtenu des succès, ceux qui ne sont pas en conflit.

Nous ne devrions pas répugner à agir pour empêcher les conflits. S'il y a des signes avant-coureurs, nous devrions être prêts à l'action et être prêts à agir plus tôt. La Commission mixte sur Bakassi, par exemple, présidée par le Représentant spécial Oul-Abdallah, constitue un bon exemple de prévention de conflit, de meilleure rentabilité et d'utilisation plus efficace des ressources sur le long terme que le maintien de la paix.

Dans la région, les Représentants spéciaux se réunissent régulièrement, et il importe que les synergies régionales de toutes les opérations de maintien de la paix soient mieux développées. Mais ce que nous ne devons pas oublier, c'est que les opérations de maintien de la paix ont réellement des ressources très limitées sans aucune réserve et peu de marge de manœuvre. Elles fonctionnent au maximum de leurs capacités.

En Afrique, davantage de personnes sont victimes des armes légères que de tout autre type d'armes. Le trafic des armes alimente l'instabilité. Le moratoire actuel doit s'attaquer de manière plus agressive à tous les aspects de ce trafic, ce sur quoi le Conseil reviendra, je l'espère, rapidement.

Par nécessité, l'essentiel de notre effort à l'ONU vise les situations d'après conflit. Mais à l'évidence des politiques de prévention des conflits plus efficaces sont nécessaires, et pas seulement en Afrique de l'Ouest. Une fois encore, le Conseil pourrait examiner cela de façon approfondie, et ce rapidement.

Nous avons été impressionnés par le fait que la CEDEAO est une force pour le bien et nous devrions examiner de quelle manière nous pouvons l'appuyer davantage.

Y a-t-il des manières novatrices dont nous pourrions aider à former et même à financer une force en attente? Il faut, me semble-t-il, une meilleure définition de la relation entre le maintien de la paix des

Nations Unies et les efforts régionaux. Peut-être que le Groupe de personnalités de haut niveau pourra nous aider sur ce point. L'événement spécial que la présidence roumaine à venir a l'intention d'organiser le 20 juillet en vue d'examiner les relations avec les organisations régionales est certainement un pas dans cette direction.

Le développement, la sécurité et la stabilité sont essentiels à une paix durable en Afrique de l'Ouest. Il faudra pour cela l'effort soutenu de la communauté internationale dans son ensemble et toutes nos interventions possibles. Je ne pense pas à des interventions militaires; je pense à toute la gamme d'appuis pacifiques qui peut être offerte aux gouvernements.

D'aucuns dans cette ville, et peut-être dans ce pays, remettent en cause le rôle et la pertinence de l'Organisation des Nations Unies. Ceux d'entre nous qui, la semaine dernière, ont vu de première main ce que fait l'Organisation des Nations Unies en Afrique de l'Ouest et ont à présent une meilleure idée des problèmes auxquels l'Organisation des Nations Unies est confrontée dans la région n'ont aucun doute quant à l'importance primordiale de l'Organisation des Nations Unies et de ses activités sur le terrain. De toute évidence, il me semble que nous devrions régler ces problèmes en Afrique de l'Ouest car, si nous les négligeons, il pourraient devenir des problèmes pour nous tous.

Telle est ma contribution, mais la mission a été un effort collectif. Si vous me le permettez, Monsieur le Président, j'aimerais vous demander d'inviter l'Ambassadeur de La Sablière et l'Ambassadeur Gaspar Martins à ajouter leurs impressions personnelles.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur Jones Parry de son exposé.

M. de La Sablière (France) : J'ai peu de choses à ajouter à l'excellent compte rendu fait par l'Ambassadeur Jones Parry, que je félicite pour la manière dont il a dirigé cette délégation, avec beaucoup de brio.

Puisqu'il nous donne la parole, je voudrais simplement souligner quelques points qu'il a d'ailleurs pour la plupart déjà évoqués. Je voudrais d'abord dire un mot sur les missions du Conseil de sécurité. Ce n'est pas pour nous facile de les organiser compte tenu de notre emploi du temps, mais je crois qu'elles sont, du moins c'est l'expérience que j'en ai, pour avoir participé à trois d'entre elles maintenant, très utiles. D'abord, pour peut-être mieux faire comprendre quelles sont les préoccupations et la politique du Conseil de sécurité telle qu'elle est ou telles qu'elles sont définies à la fois dans les résolutions que nous adoptons et dans les déclarations que nous prenons. Le fait de mentionner et d'expliquer ses textes aux interlocuteurs, je crois, ajoute quelque chose.

Deuxièmement, je pense qu'elles sont utiles pour faire passer les messages sur la mise en œuvre de ses textes : soit que nous en soyons satisfaits, soit qu'au contraire, nous en soyons préoccupés.

Et enfin, et ce n'est peut-être pas la moindre des contributions, je crois qu'elles enrichissent considérablement le Conseil à la fois parce qu'en 10 jours on gagne énormément d'informations; on a une meilleure perception de la situation telle qu'elle se présente sur le terrain et je pense que chacun d'entre nous sort de ces missions très enrichi. C'est en ayant ceci à l'esprit que nous envisagerons une mission en Afrique centrale à l'automne, tel que le principe d'ailleurs en a déjà été acquis.

Sur la relation avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) que mon collègue l'Ambassadeur Jones Parry vient d'évoquer, moi j'ai été très impressionné par la proximité d'analyse, la complémentarité de notre action. Je pense que nous avons eu tout à fait raison de cultiver cette relation et il faut continuer à le faire car nos approches sont tout à fait complémentaires.

Sur l'approche régionale, je me contenterai d'indiquer que je reviens particulièrement préoccupé par le problème de la circulation des armes légères et des ex-combattants. Les différents pays n'évoluent pas dans le règlement des crises au même rythme. Par exemple, si je prends la Sierra Leone, qui est en train de sortir de la crise, l'une des préoccupations des autorités de la Sierra Leone, c'est que ce qui est en train de se régler en Sierra Leone ne soit pas pollué par des transferts d'armements ou de combattants qui viendraient en Sierra Leone. Donc, c'est une donnée de fait qu'elle n'évolue pas au même rythme et donc il y a une préoccupation, je crois, particulière dans l'approche régionale à essayer de mieux traiter ce problème des armes légères et de la circulation des ex-combattants. Un moratoire existe dans ce domaine,

mais je crois que ce n'est sans doute pas suffisant, puisque les armes circulent toujours et il faudra, je ne sais pas dans quel cadre il faudra le faire, que le Conseil de sécurité, en liaison, je pense, avec la CEDEAO, revienne sur cette question. Elle est difficile, parce que ce n'est pas facile d'être efficace dans ce domaine. Mais il faudra, je pense, y revenir comme l'a suggéré l'Ambassadeur Jones Parry.

Sur les différentes situations, je serai très bref. Le rapport qui va être diffusé les évoque longuement et fait des recommandations. Je dirai simplement que sur la Côte d'Ivoire, il y a quelques signes encourageants, mais quand même, je pense que nous revenons tous assez préoccupés. Le Conseil de sécurité a passé ses messages, messages qui figuraient dans ses résolutions et déclarations. Je crois qu'il l'a fait avec clarté et avec fermeté. Nous devons maintenant surveiller de près la situation et ceux qui feraient obstacle à l'application des Accords de Linas-Marcoussis ou qui continueraient à agresser les Nations Unies devraient voir leur responsabilité engagée comme le Conseil de sécurité, d'ailleurs, l'avait indiqué dans sa déclaration du 25 mai dernier (S/PRST/2004/17).

Nous allons suivre de près la situation. Des engagements intéressants ont été pris. Il faudra donc les surveiller de près : engagements en ce qui concerne le retour au fonctionnement normal du Gouvernement; engagement en ce qui concerne l'adoption de trois des textes qui étaient prévus à Linas-Marcoussis, textes de loi sur la nationalité, le foncier et la commission électorale, pour que ces textes soient adoptés avant le 28 juillet. Le Président Gbagbo, en présence du Président de l'Assemblée nationale du Premier Ministre, nous a indiqué que si ces textes n'étaient pas adoptés le 28 juillet, il y aurait une session extraordinaire pour qu'ils puissent l'être au mois d'août. Nous allons donc surveiller cela de près. De même, comme des engagements ont été pris concernant la possibilité pour la radio des Nations Unies de fonctionner et en ce qui concerne la signature de l'accord de siège.

Sur le Libéria, on a vu une montée en puissance de cette force des Nations Unies dans un pays qui était sorti d'une guerre qui l'a complètement détruit et on mesure bien l'immensité de la tâche, mais moi, ce que j'ai vu m'a plutôt encouragé.

En Sierra Leone, le vrai problème est celui de la sortie et ce qui se passera après le départ des Nations Unies. Il ne faut pas que ceci se traduise par une déstabilisation, une fragilisation de la Sierra Leone et on voit bien que le problème est celui d'un relais économique, de manière à ce que la croissance, qui est un but actuellement, par la présence des Nations Unies, ne soit pas perdue sur le plan économique.

S'agissant de la Guinée-Bissau, des efforts importants sont faits. Ces efforts doivent se poursuivre. Ils doivent être accompagnés par la communauté internationale et je dois dire qu'à cet égard, le fait que nous ayons fait, dans ce cas précis, une mission avec nos collègues du Conseil économique et social, et l'Ambassadeur Kumalo, je crois, a été très utile et nous avons pu avoir sur place une action complémentaire.

Je voudrais terminer, moi aussi, en remerciant le Secrétariat de tous les efforts qu'il a faits et d'avoir rendu possible cette mission, qui a été quand même une mission assez lourde, puisque nous avons visité en quelques jours beaucoup de pays.

M. Gaspar Martins (Angola) (*parle en anglais*) : La mission a été un succès et l'une des principales raisons en est que nous avions en la personne de l'Ambassadeur Jones Parry un excellent chef de mission. Cette mission était tout à fait opportune. Nous nous sommes rendus dans les pays où il fallait faire quelque chose pour sortir de l'impasse et pour rendre les situations de maintien et de consolidation de la paix plus efficaces. Nous sommes allés transmettre les messages du Conseil de sécurité, ce qui peut se faire soit par l'intermédiaire de nos déclarations présidentielles ou par des contacts directs avec les principaux acteurs, et plus particulièrement la population de ces pays. Car le maintien ou la consolidation de la paix doit être essentiellement le fait des principaux concernés, à savoir les populations mêmes des pays où nous nous sommes rendus. Je crois que nous sommes parvenus à faire passer ces messages.

Dans le cas de la Côte d'Ivoire, où l'opération des Nations Unies semblait être la plus compromise du fait de l'impasse qui persistait en raison de l'absence persistante de dialogue entre le Gouvernement du Président Gbagbo et son opposition, je pense pouvoir dire que la réunion que nous avons eue avec tous les acteurs importants que nous avons pu rencontrer durant une journée et demie, a également permis d'atteindre cet objectif. D'ores et déjà, des résultats se font sentir en Côte d'Ivoire. Grâce à ces messages et au ton ferme employé pour les transmettre, l'impasse a été

surmontée et la radio de l'ONU, qui est très importante pour faire passer les messages de l'Organisation auprès de la population ivoirienne, semble déjà de retour sur les ondes alors que nous venons de quitter la Côte d'Ivoire. En outre, le dialogue entre le Président Gbagbo et son opposition semble aussi avoir repris à Abidjan, ce qui peut indiquer que notre mission a obtenu les résultats escomptés, à savoir rendre l'effort de maintien de la paix et notre investissement dans la paix plus efficaces et obtenir des résultats tangibles. Cela n'est possible que grâce à la fermeté avec laquelle nous avons transmis nos messages.

Nous nous sommes rendus en Afrique de l'Ouest pour dire qu'il fallait changer le climat de toute cette région. Le message que nous avons communiqué là-bas, qu'il s'agisse des enfants soldats ou du trafic des armes légères, nous a permis d'exprimer très clairement les préoccupations du Conseil à l'égard de ces problèmes.

Nous avons eu l'occasion de rencontrer les chefs des opérations de maintien de la paix au Libéria et en Sierra Leone. Ces deux opérations comptaient parmi nos principales préoccupations, car c'est dans ces deux pays que les efforts de maintien de la paix peuvent être les plus directement compromis par l'absence de progrès dans le premier pays que nous avons visité, à savoir la Côte d'Ivoire. Le processus qui est désormais en cours tant en Sierra Leone qu'au Libéria, et en particulier celui concernant le désarmement des ex-combattants, semble donc être sur la bonne voie. Nous espérons avoir fait passer le bon message et pouvoir continuer d'évaluer les progrès à l'avenir lorsque nous examinerons les mandats spécifiques de ces opérations.

Une situation demeure relativement préoccupante pour nous, à savoir qu'en Sierra Leone, la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) semble être plus ou moins sur le point d'achever son mandat. Nous devons sérieusement examiner cette situation alors que les objectifs que nous avions définis n'ont pas encore été pleinement atteints. Je suis sûr que le moment venu, le Conseil ne manquera pas de se pencher sur cette question de façon approfondie. La situation actuelle exige en fait un effort supplémentaire en faveur de la consolidation de la paix sur place afin de mener à bien l'opération de maintien de la paix. Si cela n'est pas fait correctement, nous risquons de nous retrouver dans une situation que nous aurions pu éviter. Mais un tel cas de figure peut encore être évité.

Le pays où nous avons laissé le plus d'espoir après notre visite a été la Guinée-Bissau. Le fait que la visite du Conseil en Guinée-Bissau se soit déroulée, par une coïncidence heureuse, en même temps qu'une mission du Conseil économique et social a permis de renforcer le message selon lequel le maintien de la paix, la consolidation de la paix et la reconstruction d'un pays vont de pair. En Guinée-Bissau, à en juger par la situation que nous avions vue l'année dernière, il y a eu des progrès très nets. Ces progrès ne peuvent être consolidés que s'il y a un engagement de la part de la communauté internationale. Le Conseil de sécurité doit montrer l'exemple.

Autre coïncidence heureuse, pendant le séjour de la mission en Guinée-Bissau, une mission du Fonds monétaire international était également présente pour évaluer la situation dans le pays. Le sentiment partagé, je crois, par les membres du Conseil est qu'un effort réel est déployé pour améliorer la gouvernance du pays, question qui est prise au sérieux par le nouveau Gouvernement issu des récentes élections. Nous avons eu des réunions avec les membres de la société civile, avec des parlementaires, en particulier le Président du Parlement, et avec les principaux partis politiques. Tous s'accordent sur ce qu'il est nécessaire de faire. Ils espèrent en particulier que le Conseil, représentant la communauté internationale, sera disposé à récompenser la Guinée-Bissau si elle persévère pour atteindre les objectifs qui ont été fixés.

Un autre élément important qui a déterminé notre succès est que nous avons eu la possibilité de rencontrer les dirigeants et les principaux acteurs de ces pays, y compris, comme l'Ambassadeur Jones Parry l'a dit, les Présidents de deux d'entre eux, à savoir Président Obasanjo et le Président Kufuor, et des représentants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), une organisation sous-régionale qui a accordé une très grande attention à la nécessité de maintenir la paix et la stabilité dans la région pour permettre le développement des économies. La CEDEAO est une organisation qui a été créée tout particulièrement pour traiter du développement économique, mais elle s'est intéressé très sérieusement à la paix et à la stabilité et elle coopère pleinement avec le Conseil et avec la communauté internationale pour trouver les solutions nécessaires soit pour mettre fin à des impasses, soit pour trouver les bonnes réponses à des problèmes où qu'ils surviennent.

Nous aurons l'occasion d'en discuter, mais le rapport qui a été si bien présenté ici même cet après-midi par l'Ambassadeur Jones Parry illustre très clairement ce que nous avons fait pendant sept jours. Bien que nous n'ayons passé qu'une journée dans chaque capitale, nous avons fait pas mal de choses susceptibles d'accroître l'efficacité de notre Conseil et d'en faire encore davantage un organe clef responsable de la paix et de la sécurité dans une région qui en a grand besoin. Le Conseil est sur la bonne voie.

M. Konuzin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Ma délégation remercie nos collègues, les Ambassadeurs Jones Parry, de La Sablière, et Gaspar Martins, de leur exposé sur la mission du Conseil de sécurité en Afrique de l'Ouest. Je suis certain que cette visite a été utile mais malheureusement, cette année, ma délégation n'a pas été en mesure de prendre part à cette mission. C'est pourquoi, suite à l'exposé oral, je souhaiterais poser quelques questions précises.

Pour ce qui est de la République de Côte d'Ivoire, le Gouvernement constitutionnel du pays a-t-il demandé de l'aide au Conseil de sécurité pour régler le conflit avec les rebelles? Si c'est le cas, quel était le caractère de cette demande et comment la mission y a-t-elle répondu?

Quant à la République de Guinée-Bissau, la mission a-t-elle eu l'impression que l'armée était prête à faire preuve de retenue et à ne pas s'ingérer dans le régime constitutionnel du pays? L'année dernière, la mission avait rencontré les chefs militaires qui lui avaient assuré que l'armée respecterait la Constitution, et pourtant, quelques mois plus tard, il y a eu un coup d'État.

Au Libéria, après des milliers de meurtres, les tortures à grande échelle infligées aux femmes et des délits relatifs au recrutement et à l'utilisation d'enfants soldats, la mission a-t-elle eu le sentiment qu'un criminel au moins allait effectivement être puni et non pas, comme nous l'avons vu jusqu'à présent, simplement menacé de l'être?

Sir Emyr Jones Parry (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je crois qu'il faut d'abord dire que l'on disposera bientôt d'un rapport écrit. Je crois qu'il serait bon de pouvoir examiner un tel rapport, de le faire lire par des experts et, peut-être, de prévoir une sorte de débat public qui pourrait inclure les pays de la région. Ayons un débat transparent, j'y suis tout à fait favorable.

Le rapport, vous le verrez, est évidemment bien plus détaillé que ce que, tous les trois, nous vous avons présenté, et il explique tout ce que nous faisons en Côte d'Ivoire. Il soulève certaines questions. Bien entendu, ce que la mission accomplit en Côte d'Ivoire se fait avec le plein accord du Gouvernement, et tous les échanges que nous avons eus avec le Gouvernement se sont déroulés dans le meilleur des climats. Nous avons dit clairement ce que nous attendions, mais j'ai détecté, surtout à la fin de la journée, une réaction coopérative et une appréciation de ce que l'ONU tentait de faire et de ce que la mission du Conseil de sécurité comptait effectivement accomplir.

Pour ce qui est de la Guinée-Bissau et de l'armée, je dois dire que, pour ceux qui ont eu des exposés avec les armées d'autres pays, cette expérience a été salutaire. Nous étions dans une salle assez grande dont un seul des néons fonctionnait. Il faisait presque entièrement noir. Il y avait, je crois, 12 officiers et le chef d'état–major de la Guinée-Bissau, et, en accord avec la mission, j'ai fait une présentation de 10 minutes sur l'importance du contrôle politique de l'armée et l'importance de la restructuration, et j'ai examiné tous les problèmes auxquels nos armées sont confrontées lorsqu'il s'agit de s'adapter aux défis que nous réservent l'avenir. Le chef d'état-major a expliqué très franchement pourquoi il y avait eu un coup d' et il a indiqué clairement que c'était la dernière chose qu'ils souhaitaient mais qu'ils étaient arrivés au point où, à leur avis, les intérêts du pays étaient menacés.

Ce qui est important dans ce coup d'État, c'est que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest était sur le terrain dans les 24 heures et que, au cours des 24 heures suivantes, la voie menant au rétablissement du contrôle civil avait été établie. Nous n'avons pas eu l'impression, il me semble, qu'il s'agissait là d'une armée désireuse de garder la mainmise sur le pouvoir. Au contraire, un nouveau gouvernement a été formé après les élections et tout ceci s'est passé dans un espace de neuf mois. Nous avons donc eu le sentiment qu'il existait un attachement au contrôle politique. Je ne pense que nous ayons nécessairement été convaincus que les mesures qui doivent être prises en matière de restructuration seront faciles ou rapides, mais nous avons certainement fait savoir ce qui, à notre avis, était nécessaire.

La question des enfants soldats n'a cessé d'être évoquée et, dans le cas du Libéria en particulier, nous y sommes constamment revenus. Ainsi donc, nous avons

abordé des thèmes horizontaux, comme je l'ai dit au début, au mieux de nos moyens. Ceci ne signifie pas qu'à chaque fois nous ayons été pleinement satisfaits – bien sûr que non – mais nous avons manifesté notre totale opposition à ce qui s'était passé et fait savoir que nous souhaitions en particulier voir poursuivre en justice les personnes qui recrutent des enfants soldats, et que nous pensions que les problèmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des enfants soldats était particulièrement grave. Encore une fois, nous avons reconnu que dans le cas du Libéria, quelque 300 enfants avaient repris leur scolarité et retrouvé leurs familles grâce aux efforts déployés par l'ONU, mais la question des enfants soldats est une des abominations que connaît l'Afrique de l'Ouest et des efforts substantiels sont nécessaires pour y remédier.

Le Président (*parle en anglais*) **:** Au nom du Conseil, je tiens à exprimer ma reconnaissance et mon appréciation à tous les membres de la mission du Conseil de sécurité, fort bien dirigée par l'Ambassadeur Jones Parry, pour la façon dont ils se sont acquittés de cette responsabilité importante au nom du Conseil de sécurité.

Avant de lever cette séance, je voudrais dire quelques mots, car la présidence des Philippines pour le mois de juin se termine aujourd'hui. Je voudrais dire que le mois de juin a été un mois agité, et à coup sûr historique, pour le Conseil de sécurité. Le mois de juin est historiquement un mois très important, car il se passe des choses qui ont des répercussions sur des nations partout dans le monde. Au cours du mois qui vient de s'écouler, nous avons atteint des étapes importantes dont le Conseil de sécurité peut s'enorgueillir.

Aujourd'hui également, nous sommes arrivés à la cinq millième séance du Conseil de sécurité, sur un sujet qui mérite une grande attention de la part de la communauté internationale : l'Afrique de l'Ouest. Ce jalon prouve que le Conseil de sécurité a été un instrument efficace pour la préservation de la paix et de la sécurité internationales pendant plus de cinq décennies.

Au nom de mon équipe, j'aimerais adresser nos remerciements à toutes les délégations pour leur coopération et pour l'appui qu'elles ont apporté à la présidence philippine. Nous avons apprécié leur esprit de camaraderie et d'amitié. Malgré certaines difficultés et certaines différences d'opinion entre nous, nous avons apprécié un point commun qui nous lie tous, à savoir que toutes les délégations ont pour seul but de faire fonctionner le Conseil de sécurité. Cette prédisposition de la part de tous est stimulante et enrichissante, et c'est la clef d'un Conseil efficace.

Je tiens aussi à exprimer ma plus profonde gratitude aux membres du Service du secrétariat du Conseil de sécurité. Nous les remercions de s'être montrés infiniment patients et compréhensifs, car c'est leur attitude qui a permis un fonctionnement sans heurt de la présidence philippine. Nous remercions aussi nos interprètes pour leur patience lorsqu'ils peinent à suivre le fil de nos interventions, et nos rédacteurs de procès-verbaux pour le savoir-faire avec lequel ils séparent le bon grain de l'ivraie.

Enfin, je ne saurais terminer sans raconter une histoire, en m'inspirant du thème lancé par Sir Emyr avec son récit à propos de cafards. Elle pourrait s'avérer pertinente pour le Conseil. C'est l'histoire d'un garçon précoce et de son enthousiasme pour les expériences scientifiques. Un jour, il décide de mener une expérience et prend une grenouille, la plus grosse et la plus robuste, celle qui s'est montrée capable de sauter le plus loin. Tout d'abord, le garçon lui coupe une patte avant et lui dit de sauter. La grenouille le fait. Ensuite, il coupe la deuxième patte avant et lui signifie à nouveau qu'elle doit sauter, ce qu'elle fait. Puis, il coupe l'une des pattes arrière. Il lui donne l'ordre de sauter. La grenouille vacille un peu, mais est capable de faire un petit saut. Enfin, le garçon tranche la deuxième patte arrière. Cette fois, lorsque le garçon lui crie de sauter, elle refuse absolument de s'exécuter. Même lorsqu'il s'y reprend à plusieurs fois. Pas même une faible tentative de saut de la part de la grenouille. Le garçon en conclut que si l'on coupe les quatre pattes d'une grenouille elle devient sourde. C'est ce qui nous a parfois menacé au Conseil.

Je souhaite plein succès à l'Ambassadeur Motoc et à la délégation roumaine pour leur accession à la présidence demain.

Il n'y a plus d'orateurs. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 16 h 15.